

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7-11 juin 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2010/9-A/3

24 mai 2010

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE DÉVELOPPEMENT ARMÉNIE 200128

Développement de l'alimentation scolaire durable

Nombre de bénéficiaires	50 000 (moyenne annuelle)
Durée du projet	36 mois (1 ^{er} juillet 2010-30 juin 2013)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	6 480 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	3 822 300
Coût total pour le PAM	8 000 000

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODC*: M. Belgasmi tél.: 066513-3561

Attachée de liaison, ODC: Mme M. Jaring tél.: 066513-2342

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe orientale

RÉSUMÉ

La République d'Arménie a subi les effets des récentes hausses des prix des produits alimentaires et des carburants, ainsi que de la crise financière mondiale. Classée parmi les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et à déficit vivrier, l'Arménie a connu une récession plus profonde que la plupart des pays; le produit intérieur brut a chuté de 15 pour cent en 2009. La pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité sociale ont augmenté en 2008 et en 2009.

En réponse à l'impact négatif de la crise sur les écoliers, et aux restrictions budgétaires que la récession a fait peser sur les dépenses de protection sociale, le PAM aidera les écoliers des zones rurales pauvres durant une période de trois ans, tout en contribuant à établir un programme d'alimentation scolaire sous maîtrise nationale.

Le projet de développement 200128 fournira un repas équilibré d'un point de vue nutritionnel à 50 000 élèves du primaire dans les régions les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Il vise à atténuer l'impact de la crise économique et sociale sur les ménages vulnérables, en améliorant l'accès à l'éducation primaire des enfants pauvres en milieu rural. Le projet appuiera également la conception d'une politique et d'un programme national d'alimentation scolaire à la fois durable et d'un coût raisonnable intégré dans les priorités et les budgets de l'État. Le Gouvernement a manifesté de l'intérêt pour l'adoption de l'alimentation scolaire comme mesure de protection sociale qui contribuera au développement social et économique du pays.

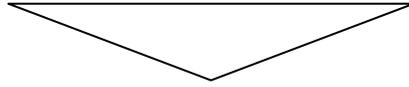
Le PAM a déjà appuyé des écoles en Arménie dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement "Appui transitoire de secours et de redressement aux groupes vulnérables". En s'inspirant des enseignements positifs tirés de l'intervention concernant l'alimentation scolaire, le PAM œuvrera aux côtés de l'organisation non gouvernementale russe Social and Industrial Food Services Institute et d'autres partenaires de développement, pour dispenser des conseils stratégiques et un appui technique au Gouvernement dans l'objectif d'élaborer un programme d'alimentation scolaire durable à la production et à la transformation des produits agricoles locaux.

Le projet est aligné sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2010-2015), et contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 2¹ et des Objectifs stratégiques du PAM 4 et 5².

¹ 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous.

² Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; Objectif stratégique 5 – Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve le projet de développement Arménie 200128 "Développement de l'alimentation scolaire durable" (WFP/EB.A/2010/9-A/3), sous réserve de la disponibilité des ressources.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandation" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. L'Arménie, petit pays enclavé dans le Caucase, compte 3,2 millions d'habitants. Plus de la moitié de la population vit en ville, dont un tiers dans la capitale, Erevan. L'Arménie est un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Entre 2004 et 2008, la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) était de 12 pour cent, tirée par les secteurs de la construction et des services, et rendue possible par les substantiels envois de fonds et entrées de capitaux.
2. Jusqu'au troisième trimestre 2008, la croissance économique permettait d'accroître les dépenses publiques consacrées aux prestations et aux services sociaux. Cette évolution positive, alliée à un flux croissant de transferts privés, a contribué à réduire la pauvreté en Arménie. L'incidence globale de la pauvreté a reculé, passant de 35 pour cent en 2004 à 23 pour cent en 2008, tandis que l'extrême pauvreté tombait de 6 à 3 pour cent. L'écart de pauvreté et la gravité de la pauvreté ont également diminué³.
3. La réalisation de plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a marqué des progrès: le taux brut de scolarisation primaire est passé de 88 pour cent en 2000 à 93 pour cent en 2007; le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes est tombé de 19,3 en 2000 à 12,3 en 2007; le taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes a été ramené de 52 en 2000 à 15 en 2007; l'accès à l'eau potable est passé de 88 pour cent de la population en 2000 à 94 pour cent en 2007; et l'accès à des structures d'assainissement améliorées est passé de 63 pour cent de la population en 2000 à 67 pour cent en 2007.
4. La crise économique mondiale a annulé nombre des avancées récentes du pays. Comme son économie est tributaire des exportations de produits alimentaires et de carburants, l'Arménie a connu un net ralentissement de la croissance et une dégradation des niveaux de vie, suite à la chute brutale des envois de fonds en 2008 et à la récession économique de 2009.
5. Sous l'effet de la crise économique, l'Arménie a subi trois chocs simultanés: i) recul de la demande des exportations; ii) effondrement du prix d'exportation des métaux; et iii) forte chute des envois de fonds et des flux de capitaux privés. Les envois de fonds, qui s'élevaient à 1,06 milliard de dollars É.-U., soit près de 9 pour cent du PIB en 2008, ont chuté de 30 pour cent au cours des sept premiers mois de 2009⁴, car la crise financière a particulièrement frappé la Fédération de Russie et d'autres pays d'où ces fonds proviennent.
6. En 2009, le PIB a baissé de 15 pour cent. Ce recul reflète l'effondrement du secteur de la construction suite à la fin de l'essor alimentée par les envois de fonds à la dégringolade et des cours internationaux des métaux non ferreux et des produits chimiques à la fin de l'année 2008. Le pays importe la moitié de ses céréales, ce qui le rend vulnérable aux flambées de prix. Alors que le secteur agricole ne contribue au PIB total qu'à hauteur de 16 pour cent, il emploie 44 pour cent de la population active.
7. La pauvreté et la vulnérabilité sociale se sont aggravées durant la crise, annulant la plupart des acquis des cinq dernières années. Selon les estimations, la proportion d'Arméniens vivant en deçà du seuil de pauvreté aurait atteint 28,4 pour cent au deuxième

³ Armenia: Country Partnership Strategy. Fonds monétaire international, mai 2009.

⁴ Fonds monétaire international. 2009. Republic of Armenia: Second Review under the Stand-By Arrangement.

trimestre de 2009, contre 25,6 pour cent à la même période de l'année précédente; le niveau d'extrême pauvreté a quasiment doublé, passant à 6,9 pour cent, soit plus de 107 000 personnes. La Banque mondiale estime que le nombre de ceux qui sont en situation d'extrême pauvreté en 2010 pourrait dépasser de 77 000 l'effectif de 2004⁵.

8. Compte tenu de l'aggravation de la situation, la demande de protection sociale est en hausse; les pouvoirs publics n'ont pas les moyens de répondre à ces besoins croissants. Le manque de protection des familles à faible revenu entraîne des tensions sociales, exacerbées par les prix élevés des produits alimentaires, le chômage et l'écart important entre les bas et les hauts revenus qui ne faiblissent pas. La situation ne touche pas les femmes et les hommes de la même façon, et les répercussions sur la santé et l'éducation des enfants de familles à faible revenu peuvent être dramatiques. Selon l'enquête sur la population et la santé de 2005 pour l'Arménie, 13 pour cent des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance, 5 pour cent souffrent d'émaciation, et 4 pour cent d'insuffisance pondérale. Le ralentissement de l'économie devrait aggraver la situation reflétée par ces indicateurs.
9. On s'attend à une reprise économique en 2010, sous l'effet de l'augmentation des envois de fonds dû au relèvement escompté dans la Fédération de Russie. Toutefois, le Gouvernement restera confronté à des contraintes budgétaires, et il faudra un certain temps pour que la croissance retrouve ses taux antérieurs.

Sécurité alimentaire

10. Le PAM a mené des études sur l'impact de la crise financière mondiale sur les ménages vulnérables dans plusieurs pays, dont l'Arménie⁶. En août 2009, le PAM a mené conjointement avec les Nations Unies une enquête dirigée par le Ministère arménien du travail et des affaires sociales sur l'impact de la crise financière sur la vulnérabilité des ménages⁷. Ces études ont montré que l'insécurité alimentaire s'était accrue et que la crise avait des conséquences particulièrement graves pour les groupes pauvres et vulnérables, qui ne disposent que de mécanismes de survie limités face aux bouleversements économiques.
11. L'enquête conduite auprès des ménages a mis en évidence que 12 pour cent des travailleurs migrants étaient rentrés en Arménie ou prévoyaient de le faire, ce qui contribue à accroître la concurrence, le chômage et les tensions sur le marché intérieur de l'emploi. Depuis 2008, la quantité de produits alimentaires achetés à crédit par les ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire avait sensiblement augmenté; 30 pour cent des ménages vulnérables n'avaient pas eu suffisamment de nourriture ou d'argent pour acheter des aliments pendant la semaine précédant l'enquête, alors que celle-ci se déroulait pendant la saison de récolte en juillet/août 2009, où les prix des fruits et légumes étaient nettement plus bas que le reste de l'année. Plus de 50 pour cent de ces ménages étaient obligés de consommer moins de nourriture et des aliments moins coûteux; 25 pour cent d'entre eux achetaient la nourriture à crédit ou dépendaient de l'aide des proches; 20 pour cent réduisaient le nombre des repas quotidiens ou la quantité d'aliments consommés;

⁵ Banque mondiale. 2009. Country Partnership Strategy for the Republic of Armenia 2009–2012.

⁶ PAM. 2009. Impact of the Global Financial Crisis: Armenia Case Study.

⁷ Institut national de recherche sur l'emploi et de recherche sociale / PAM. 2009. Monitoring the Impacts of the Global Financial Crisis on Households (version préliminaire).

5 pour cent limitaient la consommation des adultes pour permettre aux petits enfants de manger.

12. Une autre étude du PAM a été réalisée en février 2010⁸ pour faire le point des effets de la crise économique mondiale en Arménie, à la fois au niveau macroéconomique et à celui des ménages. Cette étude a confirmé la gravité de la situation et recommandé, entre autres, la reprise de l'appui du PAM à l'alimentation scolaire dans les communautés les plus vulnérables.

Éducation préscolaire et primaire

13. Le système éducatif arménien fait actuellement l'objet de réformes incluant une prolongation jusqu'à l'âge de 12 ans, dont une année préscolaire destinée à préparer les enfants de moins de 6 ans à l'entrée dans le cycle primaire. Cette mesure est particulièrement importante pour les enfants des régions marginalisées.
14. Les réformes prévoient d'élargir les programmes scolaires et d'améliorer la qualité de l'enseignement, en introduisant des méthodes pédagogiques interactives centrées sur l'enfant et en améliorant les infrastructures. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), d'autres organismes des Nations Unies et la Banque mondiale apportent un appui au Ministère de l'éducation et des sciences aux plans national et infranational pour offrir un accès équitable à une éducation de qualité.
15. Bien que les dépenses publiques consacrées à l'éducation aient augmenté, passant de 1,2 pour cent du PIB en 2002 à 3 pour cent du PIB en 2008, la plupart des fonds ont été affectés aux salaires des enseignants. L'objectif convenu par le Gouvernement dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) actuel est d'atteindre 4 pour cent du PIB d'ici 2015. Néanmoins, les restrictions budgétaires imposées par la crise financière se sont répercutées sur les dépenses publiques affectées au secteur social, et ont notamment limité les améliorations planifiées pour l'éducation.
16. En Arménie, la scolarisation est obligatoire jusqu'à la neuvième classe, mais le nombre d'enfants qui quittent le système scolaire augmente de façon alarmante, passant de 1 417 en 2003 à 7 534 en 2007. Les inégalités d'accès à l'éducation sont particulièrement préoccupantes: les taux d'abandon scolaire sont plus élevés en milieu rural et parmi les minorités; les taux de scolarisation sont aussi plus bas dans les campagnes; et les enfants vivant en zone rurale ont 1,8 fois moins de chances d'accéder à l'enseignement supérieur que ceux des zones urbaines. Les taux de scolarisation dans les établissements secondaires des premier et second cycles et dans les écoles maternelles sont nettement plus bas pour la population pauvre.
17. Une étude de cas menée par l'UNICEF avant la crise a révélé que l'absentéisme scolaire atteignait 10 pour cent, et était imputable à la pauvreté, aux fréquentes maladies des enfants, et au fait qu'ils doivent s'occuper du bétail ou accomplir d'autres tâches domestiques. Depuis la survenue de la crise, il est encore plus difficile pour les enfants de parents pauvres de fréquenter l'école régulièrement. La fin de l'aide du PAM en 2008, coïncidant avec l'impact de la crise économique en 2009 a suscité de graves préoccupations.

⁸ PAM. 2010. Follow-Up Rapid Assessment of the Impact of the Global Economic Crisis in Armenia (ébauche).

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

18. L'engagement du PAM en Arménie a commencé en 1993 par des distributions de secours alimentaires aux réfugiés et aux personnes déplacées. L'aide a ensuite été étendue à d'autres groupes vulnérables qui subissaient les conséquences des crises économiques et énergétiques, d'un conflit armé, de blocus et de réformes économiques. En 2002, l'alimentation scolaire a été incluse dans l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) "Appui transitoire de secours et de redressement aux groupes vulnérables", au profit de 30 000 élèves du primaire par an. L'alimentation scolaire a été mise en œuvre dans les régions exposées à l'insécurité alimentaire; les écoles ont été choisies par les services d'éducation locaux en fonction de critères tels que: i) localisation dans des régions vulnérables, montagneuses ou frontalières, ou dans des communautés comptant un grand nombre de ménages vulnérables dirigés par une femme; ii) fréquentation scolaire irrégulière; et iii) présence de conseils de parents d'élèves désireux de collaborer et de mobiliser des produits alimentaires et d'autres ressources.
19. En 2005, le PAM a entrepris un examen interne des opérations⁹, qui a montré que les activités Vivres pour l'éducation contribuaient à maintenir une fréquentation régulière tout en atténuant la faim immédiate. Les directeurs d'école et les enseignants ont constaté que les repas quotidiens amélioraient la concentration des enfants. Les parents et les communautés se sont davantage impliqués dans la vie de l'école, en apportant des vivres et d'autres articles, et en contribuant à mettre en œuvre l'alimentation scolaire. Le programme a établi des liens solides entre les écoles et les communautés, les parents étaient reconnaissants et coopératifs, et les enfants ont développé un fort sentiment d'appartenance à leur école. Dans de nombreux cas, les activités Vivres contre travail (VCT) ont permis aux communautés de rénover des écoles qui étaient en très mauvais état, afin de rendre possible leur inclusion dans la composante alimentation scolaire de l'IPSR.
20. À l'occasion d'une mission conjointe PAM-donateurs conduite en Arménie en mars 2010, des enseignants et des élèves appartenant à des écoles bénéficiaires de l'aide antérieure ont été interrogés et il a été constaté que des enfants souffraient de la faim en classe; il est apparu nécessaire de rétablir des repas scolaires pour que les enfants puissent se concentrer et obtenir de meilleurs résultats, tout en améliorant leur santé et leur nutrition. Les enseignants ont indiqué que la hausse du chômage et le retour des travailleurs migrants avaient eu des incidences négatives sur les enfants, notamment par la baisse quantitative et qualitative des aliments consommés, facteur qui avait contribué au manque de concentration des élèves et à l'augmentation de l'absentéisme scolaire.
21. Le désengagement progressif planifié impliquait que les écoles ne recevraient aucune assistance du PAM pendant l'année scolaire 2008/2009, de sorte que l'alimentation scolaire a été suspendue. Il était clair que sans financement du gouvernement central, les autorités locales et les organisations scolaires et communautaires ne pourraient pas prendre en charge l'alimentation scolaire, comme le prévoyait au départ l'IPSR. Le soutien des acteurs locaux est essentiel, mais la coordination et l'appui budgétaire des autorités centrales sont également nécessaires à la viabilité d'un programme d'alimentation scolaire en Arménie.

⁹ PAM. 2005. Examen a posteriori.

STRATÉGIE DU PROJET

Buts et objectifs

22. Le projet est aligné sur le PNUAD 2010-2015 pour l'Arménie, qui accorde une haute priorité aux politiques et stratégies d'éducation ouvertes qui assurent l'accès des plus vulnérables à un enseignement de qualité et encouragent l'assiduité. Le projet contribuera à réduire la faim et à promouvoir l'éducation primaire pour tous (OMD 1 et 2) en permettant aux enfants des zones rurales pauvres de bénéficier pleinement de l'éducation primaire.
23. Le but de ce projet consiste à améliorer l'accès des enfants à l'éducation primaire et à poser les fondements d'un programme national d'alimentation scolaire durable et fondé sur la production locale.
24. Les effets directs attendus incluent: i) l'amélioration de la fréquentation scolaire régulière, du taux de rétention et des résultats scolaires; et ii) une stratégie nationale d'alimentation scolaire et un plan de mise en œuvre.
25. Parmi les avantages immédiats et à long terme figurent un accès renforcé à l'éducation, l'amélioration de la santé et de la nutrition des enfants d'âge scolaire, et des contributions au développement social et économique du pays. À court terme, le projet aidera le Gouvernement à élargir les mesures de protection sociale et de soutien à la production, dans un contexte de restrictions budgétaires et de grave insécurité alimentaire parmi les ménages pauvres.
26. Le projet répond à l'Objectif stratégique 4 du PAM – Réduire la faim chronique et la dénutrition – et l'Objectif stratégique 5 – Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

Stratégie d'exécution

27. Le projet sera mis en œuvre dans les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire des *marzes* (districts administratifs) d'Aragatsotn, Armavir, Gegharkunik, Lori, Shirak et Tavush. Le PAM a conduit un programme d'alimentation scolaire dans la plupart de ces zones entre 2002 et 2008. Le ciblage sera ajusté en utilisant les données d'évaluation actualisées issues de l'enquête nationale sur l'insécurité alimentaire menée par le PAM en 2009. La composante aide alimentaire directe du projet ciblera 50 000 élèves dans 700 écoles et nécessitera 6 480 tonnes de produits alimentaires sur trois ans.
28. Les repas scolaires seront fournis cinq jours par semaine pendant les 180 jours d'école. Durant les deux premières années, la plupart des vivres seront importés; la troisième année, on escompte que le projet se tournera vers les achats locaux pour acquérir l'essentiel des produits alimentaires requis.
29. Le projet s'appuiera sur l'expérience acquise à la faveur de la mise en œuvre du volet d'alimentation scolaire dans le cadre de l'IPSR, qui s'est avérée probante et d'un bon rapport coût-efficacité. Des structures bien organisées et fiables associant les conseils de parents avaient été mises en place pour gérer l'alimentation scolaire dans le cadre des Vivres pour l'éducation précédentes, et peuvent être de nouveau employées. La nouvelle activité d'alimentation scolaire renforcera le lien entre les écoles et les communautés. En outre, l'IPSR a laissé des cuisines et des cantines rénovées dans le cadre des activités VCT ainsi que des tables, des chaises et des ustensiles de cuisine, qui pourront être utilisés.

30. Ces éléments serviront de point de départ à la mise en œuvre du présent projet. Toutefois, si ce modèle s'est avéré efficace dans le contexte d'une intervention humanitaire géographiquement ciblée, il pourrait ne pas convenir dans plus long terme à un programme d'alimentation scolaire couvrant l'ensemble du pays du fait qu'il repose sur les contributions volontaires des parents. Il sera nécessaire d'établir des arrangements formels pour assurer les approvisionnements en vivres, qui avec le temps seront basés sur les achats locaux entraînant une demande stable de produits agricoles nationaux et d'aliments transformés localement.
31. À mesure que le projet se transformera en programme national, les rations et la stratégie d'exécution seront modifiées dans le cadre de révisions du plan d'opérations convenu entre le PAM et le Gouvernement.

Stratégie de durabilité

32. Le PAM, le Social and Industrial Food Services Institute (SIFI) et d'autres partenaires du développement aideront le Gouvernement à élaborer une politique et des stratégies nationales d'alimentation scolaire dans le cadre d'un vaste processus de concertation. Le projet conservera un solide élément de soutien communautaire tout en facilitant l'élaboration d'un programme d'alimentation scolaire durable et décentralisé, financé par le Gouvernement et fondé sur des normes et des directives nationales. Des modèles similaires sous conduite nationale exécutés dans d'autres pays seront adaptés au contexte arménien.
33. Un programme national d'alimentation scolaire viendra compléter les réformes du système éducatif et les améliorations apportées aux programmes d'enseignement. Cet ensemble de mesures contribuera à permettre à tous les enfants de réaliser leur potentiel éducatif. Un programme d'alimentation scolaire financièrement viable fera partie intégrante de politiques plus larges de protection sociale. Les enfants de ménages à faible revenu recevront des repas gratuits, tandis que les parents qui en ont les moyens seront invités à participer au coût des repas scolaires. Le programme deviendra ainsi un outil de protection sociale productif, d'un coût abordable et intégré aux politiques nationales et aux initiatives de développement.

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROJET

34. Une instance interministérielle de coordination nationale a été mise en place, à laquelle siègent de hauts fonctionnaires et des agents techniques désignés par les Ministères de l'éducation et des sciences, du travail et des affaires sociales, et de l'agriculture. La coordination s'opérera à deux niveaux: i) un premier niveau pour la mise en œuvre d'un projet à court terme d'assistance alimentaire destiné à 50 000 élèves, qui débutera en septembre 2010; et ii) un second niveau pour guider l'élaboration d'une politique nationale d'alimentation scolaire, et prendre les mesures juridiques et techniques requises pour intégrer un programme d'alimentation scolaire aux systèmes nationaux de protection sociale. Le PAM appuiera ce nouveau dispositif de coordination en établissant un plan d'opérations pour la reprise immédiate des repas scolaires dans les zones les plus vulnérables, et en définissant une stratégie nationale d'alimentation scolaire qui assure que les écoles disposent de fonds pour les programmes d'alimentation scolaire qui seront gérés par les autorités locales.

35. Le PAM collaborera avec les services de l'éducation à l'échelon provincial, pour sélectionner les communautés et les écoles sur la base des données actualisées issues de l'évaluation de la vulnérabilité, et vérifier qu'elles disposent des installations appropriées pour la mise en œuvre.
36. Le PAM conclura des accords de partenariat avec le SIFI et d'autres institutions et partenaires du développement, en vue de renforcer les capacités et de conseiller le Gouvernement dans divers domaines: i) facilitation d'ateliers nationaux et d'autres événements; ii) formation à la gestion de programmes d'alimentation institutionnels, à la logistique et aux achats; iii) préparation de directives nationales et de manuels; et iv) appui à l'innovation et à la recherche.
37. Les vivres achetés au plan international seront transportés par train depuis le port de Poti en Géorgie. Un bureau principal et un entrepôt seront installés à Erevan, ainsi qu'un entrepôt à Vanadzor, qui est l'un des principaux points d'entrée des convois ferroviaires en provenance de Géorgie et fait partie des villes couvertes par le programme. Pour le transport des vivres aux sites du projet, le PAM passera des contrats d'une durée de six mois avec des entreprises privées de transport routier en faisant jouer la concurrence. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) continuera d'être utilisé pour le suivi des vivres.
38. La première année, les coûts de transport intérieur, d'entreposage et de manutention (TIEM) seront entièrement couverts par le PAM. Le Gouvernement en prendra en charge 50 pour cent la deuxième année, et 100 pour cent la troisième année.

Suivi et évaluation

39. Le projet fera l'objet d'un suivi régulier par une organisation non gouvernementale (ONG) recrutée à cet effet sous réserve qu'elle dispose du personnel qualifié pour cette tâche.
40. Dans le cadre d'une nouvelle génération d'activités de renforcement des capacités destinées à promouvoir l'alimentation scolaire durable dans le contexte de la politique révisée du PAM en la matière¹⁰, le projet fera l'objet d'un suivi à l'échelle institutionnelle dans l'optique de tirer parti des expériences et de partager les enseignements et les meilleures pratiques.

¹⁰ "Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire" (WFP/EB.2/2009/4-A).

ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	3 780	430	1 625 400
Légumes secs	360	840	302 400
Huile	180	1 200	216 000
Sarrasin	1 90	550	1 039 500
Lait entier en poudre	180	3 000	540 000
Sucre	90	1 100	99 000
Total, produits alimentaires	6 480		3 822 300
Transport intérieur, entreposage et manutention ²			101 500
Autres coûts opérationnels directs			1 420 650
Coûts d'appui directs ³			2 132 200
Total, coûts directs pour le PAM			7 476 650
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ⁴			523 350
COÛT TOTAL POUR LE PAM			8 000 000

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Les coûts estimatifs pour le transport intérieur, l'entreposage et la manutention s'élèvent au total à 203 000 dollars. Le PAM versera une subvention de 50 pour cent, comme indiqué au paragraphe 38.

³ Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

⁴ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE II

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES		
Garçons	Filles	Total
25 000	25 000	50 000

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE QUOTIDIENNE ⁵ (g/enfant/jour)		
Produit alimentaire	Ration 1 (120 jours par an)	Ration 2 (60 jours par an)
Farine de blé enrichie	210	
Légumes secs	20	
Huile végétale	10	
Sarrasin		210
Lait entier en poudre		20
Sucre		10
Total	240	240
<i>Total kcal/jour</i>	891	875
Protéines (<i>grammes</i>)	29,8	28,1
Matières grasses (<i>grammes</i>)	13,4	8,6

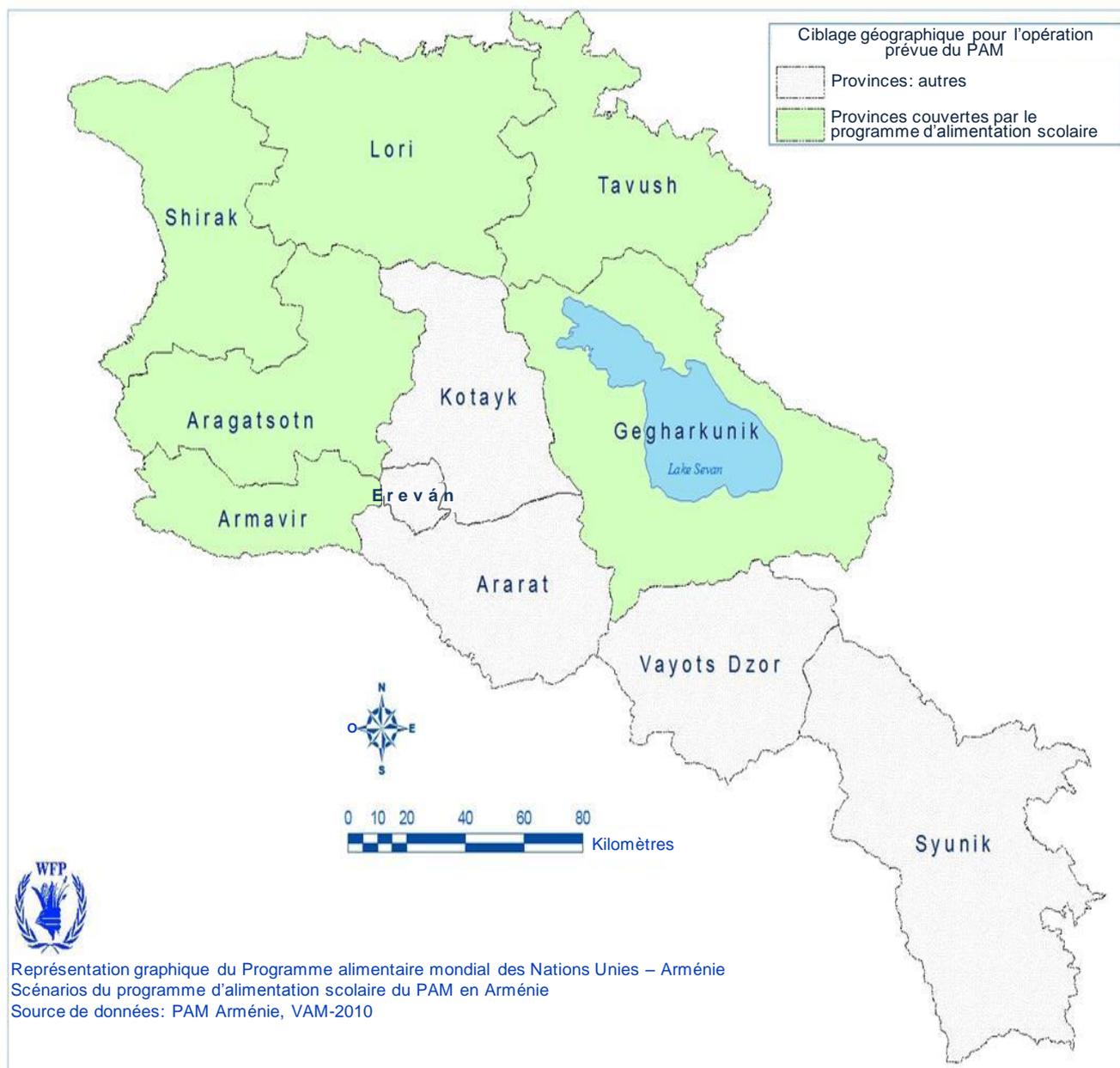
⁵ Les deux rations seront distribuées en alternance pendant la période de 180 jours et peuvent être modifiées.

ANNEXE III: CADRE LOGIQUE

Chaîne des résultats (modèle logique)	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<p>Effet direct 3 du PNUAD: L'accès aux services sociaux et leur qualité sont améliorés, en particulier les groupes vulnérables.</p> <p>Effet direct 3.3 Des politiques et des stratégies d'éducation ouvertes garantissent l'accès des plus vulnérables à un enseignement de qualité et leur rétention.</p> <p>Produit 3.3.1 Les capacités du Ministère de l'éducation et des sciences aux niveaux national et infranational à assurer un accès équitable de tous à un enseignement de qualité sont renforcées.</p> <p>Produit 3.3.3 Les capacités nationales à mieux préparer les enfants à entrer à temps dans le primaire, surtout les enfants marginalisés, sont renforcées.</p>	<p>Indicateurs d'effets directs pour le PNUAD</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'abandon: <p>Données de référence: 1,6 % pour tous les groupes d'âge (année scolaire 2004/05) Objectif pour 2015: 0,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux net de scolarisation et taux net de fréquentation dans les écoles primaires (ventilés par sexe): <p>Données de référence: 95,9 % pour les écoles primaires (EDS 2005) dont 80 % pour les garçons; 84 % pour les filles Objectif pour 2015: 99,4 % pour les écoles primaires</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux brut de scolarisation des enfants de moins de 6 ans dans les programmes préscolaires: <p>Données de référence (2010): 22 % Objectif pour 2015: 95 %</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux (pourcentage du PIB): <p>Données de référence pour l'éducation: 3 % (2008) Objectif pour 2015: 4 %</p>	<p>Hypothèses:</p> <p>Engagement du Gouvernement à améliorer l'accès à l'enseignement de qualité, en particulier pour les groupes les plus vulnérables</p> <p>Risques:</p> <p>Faibles capacités des services gouvernementaux à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies d'éducation ouverte à tous pour assurer un accès égal à l'éducation</p>	
<p>Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition</p>			
<p>Effet direct 4.2: Amélioration de l'accès à l'éducation et de la valorisation du capital humain dans les écoles assistées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les élèves filles et garçons vont en classe en pourcentage du total de jours d'école <p>Objectif: augmentation annuelle du taux de fréquentation d'au moins 2% pour 80 % des écoles assistées</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Abandon: nombre de filles et de garçons qui abandonnent leurs études <p>Objectif: baisse annuelle d'au moins 2 % pour 80 % des écoles assistées</p>	<p>Hypothèses:</p> <p>Engagement et appui des autorités locales et nationales</p> <p>Participation active d'associations scolaires</p> <p>Risques:</p> <p>Insuffisance des fonds gouvernementaux</p>	<p>PAM: 7,3 millions de dollars</p>

ANNEXE III: CADRE LOGIQUE			
Chaîne des résultats (modèle logique)	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Amélioration des résultats scolaires Objectif: augmentation du taux de passage en classe supérieure pour les filles et les garçons		
Produit 4.2: Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire aligné sur le programme de travail.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles assistées par le PAM. ➤ Prévisions comparées au chiffre effectif ➤ Nombre d'enfants bénéficiaires ➤ Nombre effectif en pourcentage des prévisions ➤ Quantité de produits alimentaires fournis ➤ Quantité fournie en pourcentage des prévisions 	Hypothèse: Capacités d'exécution adéquates de mise en œuvre au niveau des écoles et des communautés Risque: Arrivée tardive des fonds des donateurs	
Objectif stratégique 5: Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux			
Effet direct 5.1 Augmentation des débouchés commerciaux au niveau national grâce aux achats locaux offrant un bon rapport coût-efficacité. Effet direct 5.2 Progrès marqués en direction de la maîtrise nationale de solutions aux problèmes de la faim.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays ➤ Achèvement de la stratégie de transition vers un programme gouvernemental d'alimentation scolaire, comprenant: <ul style="list-style-type: none"> – l'élaboration de plans d'opérations – le respect des échéances convenues – l'affectation par le Gouvernement d'effectifs suffisants – l'allocation de crédits à l'alimentation scolaire – l'alimentation scolaire basée sur la production locale 	Hypothèses: Prix nationaux compétitifs Engagement du Gouvernement en faveur d'un programme national d'alimentation scolaire Risques: Faibles capacités des services gouvernementaux à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies d'alimentation scolaire et à affecter des fonds suffisants	PAM: 700 000 dollars

Zones où le PAM mène ses opérations en Arménie



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SIFI	Social and Industrial Food Services Institute
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail